

4 octobre 1952

Le Plan Truman

En l'attente de l'élection présidentielle aux Etats-Unis le 4 novembre, la scène internationale est occupée de projets et de discussions qui n'appellent pas de conclusion pratique. Non que l'on s'attende à un changement quelconque de l'orientation politique américaine mais parce que les hommes d'état en place ne sont pas assurés de leur mandat. L'intérêt se trouve dispersé entre les débats de l'Assemblée européenne de Strasbourg et les congrès socialistes allemand et anglais. Quant au grand colloque entre l'Est et l'Ouest, il demeure, comme prévu, au point mort.

Deux questions cependant sont au centre des préoccupations. L'une d'ordre économique: le déficit en dollars qui pèse de plus en plus lourdement sur les finances européennes particulièrement de l'Angleterre et de la France; l'autre d'ordre politique: le problème sarrois dont l'avenir de l'Europe dépend. Le drame Franco-Allemand sera-t-il résolu?

Les missions Sarboyer et Harriman.

Le président Truman entend laisser à son successeur un programme de stabilisation économique de la communauté atlantique. Il a pour cela confié la tâche d'une part à Harriman, directeur du M.C.A. (office de sécurité mutuelle) et au ministre du commerce Sarboyer, qui ont délégué sur place des missions d'enquête. Il s'agit de chiffrer et de déterminer les modalités des projets suivants:

Côté américain d'abord, la révision de la politique douanière afin d'ouvrir les frontières américaines aux marchandises importées des pays en déficit. Un geste dans ce sens devra nécessairement intervenir après les élections. Tous les responsables américains en reconnaissent enfin la nécessité.

Secundo, augmentation des commandes off-shore aux fabricants européens, indispensables à la France et à l'Italie comme à l'Angleterre pour poursuivre leur réarmement.

Tertio, projet de législation pour encourager les investissements américains soit en Europe et en Afrique, soit dans les pays arriérés où les industries européennes trouveraient des débouchés.

4° Création d'un organisme international pour stabiliser le cours des matières premières, en organiser le stockage et la répartition de façon à assurer aux producteurs un revenu en dollars déterminé à l'avance sur une longue période.

5° Un plan pour augmenter les ressources de la banque internationale afin qu'elle multiplie ses crédits aux pays en difficulté et surtout aux nouveaux organismes supranationaux comme le pool charbon-acier et ses futurs annexes.

6° Enfin et surtout la création d'un fond de stabilisation pour les monnaies européennes qui serait suffisamment considérable pour en permettre la convertibilité. On parle de deux milliards de dollars.

Les grandes lignes de ce plan que le président Truman soumettrait le 1er janvier au Congrès sont déjà établies. L'application en devient urgente devant le ralentissement de l'activité industrielle en Angleterre et à un moindre degré dans les pays du continent, l'Allemagne de l'Ouest comprise, en présence aussi du déficit français et anglais à l'Union européenne de paiement; si l'on ajoute à ces facteurs la confusion politique interne, l'ensemble conduirait à bref délai à une nouvelle crise monétaire qui ébranlerait l'alliance atlantique. Eisenhower en est aussi conscient que Truman et Acheson.

La Sarre et la Corée.

S'il leur semble impossible d'obtenir la présidence pour le gouverneur Stevenson, du moins il est indispensable de dresser un bilan favorable de l'administration démocrate Truman et Acheson voudraient d'ici novembre ajouter d'autres succès à leur actif. D'abord, un accord franco-allemand sur la Sarre qui assurerait du même coup la ratification par la France des accords contractuels et du traité de défense européenne; ensuite, une décision nette sur la question coréenne, soit l'armistice, soit l'intensification de la guerre en cas de refus des Sino-Coréens.

Sur le premier point la Sarre: les pourparlers secrets ne laissent pas encore prévoir une solution. Schuman et Adenauer pressés d'aboutir, sont de plus en plus menacés par leurs oppositions intérieures. Le moindre recul du côté français signifierait la chute de notre ministre. Une concession trop apparente d'Adenauer rendrait certaine la défaite du parti chrétien-démocrate aux élections de 1953. Il faut cependant faire vite.

Comment ne réalise-t-on pas de part et d'autre du Rhin que si l'on échoue c'est là et non à Moscou que la paix du Monde dans l'avenir sera menacée?

Dans l'affaire coréenne d'autre part, Acheson a remis aux Sino-Coréens un plan modifié pour le règlement du rapatriement des prisonniers seule question apparemment en litige avant la conclusion d'un armistice. Ce projet assez voisin de celui qu'avait formulé le Mexique et qui a l'approbation des autres membres des Nations-Unies équivaut à un ultimatum. Ce plan rejeté, la guerre entrerait dans une phase nouvelle avec de nouveaux moyens. Cette éventualité ne paraît pas avoir ébranlé Pékin et Moscou. Nous pensions que les communistes auraient intérêt à se débarrasser d'une lutte coûteuse et stérile, les Chinois surtout. Cependant le mot d'ordre de l'autre côté du rideau de fer paraît être la continuation de la guerre froide en Europe, et, tiède ou chaude, en Asie. C'est ce qui ressort des pseudo-indiscrétions publiées sur l'entrevue entre Staline et le leader socialo-communiste italien Nenni.

Le congrès de Dortmund.

Le congrès socialiste allemand de Dortmund ne nous a rien appris. Ollenhauer succède à Schumacher et prétend le continuer. Schumacher est heureusement remplaçable; orateur médiocre, Ollenhauer n'est qu'un bon fonctionnaire. On a entendu à Dortmund, les mêmes attaques haineuses contre la France, des déclarations d'un nationalisme étroit, hostile à l'intégration de l'Allemagne dans l'alliance atlantique et à tout accord qui rendrait possible la formation d'une communauté européenne, les appels à une conférence à quatre que chacun sait sans objet, le refus du réarmement qui compromettrait les chances de réunification, toutes positions purement démagogiques qui n'auront peut-être pas autant d'effet sur le peuple allemand que la S.P.D. le pense. L'Allemand moyen sait qu'on ne peut rien attendre des Russes.

Le congrès de Morecambe.

C'est quelque chose d'assez semblable que l'on a entendu à Morecambe au congrès des Socialistes anglais. Le Bevanisme a bruyamment triomphé; hostilité à l'endroit des Etats-Unis, refus d'un réarmement adéquat aux défenses de la Grande-Bretagne, opposition à la formation d'une armée allemande atlantique et naturellement conférence à quatre pour l'établissement d'une paix définitive.

Ce congrès britannique est plus inquiétant que celui de Dortmund. Car les socialistes allemands sont en perte de vitesse et n'ont pas beaucoup d'audience dans l'opinion. Leur attitude est de pure tactique électorale et leur bonne foi douteuse. Les slogans de Bevin ont au contraire exercé leur attraction sur une fraction importante de la classe ouvrière anglaise profondément tourmentée d'une crise interne qu'elle subit sans en comprendre les causes. Malgré leurs divisions internes et leur nationalisme exaspéré, les différents partis socialistes cherchent à refaire un bloc. Même la S.F.I.O. française en la personne d'un homme pourtant modéré et pourvu de l'expérience du pouvoir, Ramadier, a pris parti aussi contre l'unification de l'Europe et la constitution d'une autorité politique supranationale. On craint en réalité que cette Europe inspirée par la démocratie chrétienne, encouragée par le Vatican et les Etats-Unis ne soit libérale et que l'avènement du socialisme ne soit remis à des temps incertains. La passion partisane l'emporte sur ce qui fut l'idéal d'un parti et peut-être son seul titre.

CRITON.